



LE FACTEUR AFGHAN ET LES REPUBLIQUES D'ASIE CENTRALE

Bayram Balci*

La présence de l'OTAN sur le sol afghan occupe depuis dix ans une place toute particulière dans les agendas politiques du Kazakhstan, du Kirghizstan, de l'Ouzbékistan, du Tadjikistan et du Turkménistan. *De facto*, engagées dans la guerre d'Afghanistan durant toute l'invasion soviétique, de 1979 jusqu'au retrait de l'Armée rouge en 1989, les républiques d'Asie centrale, dès leur indépendance, se retrouvent confrontées à l'instabilité de leur voisin.

Bien qu'à l'heure actuelle, la société afghane soit radicalement différente et distincte, à tous points de vue, des sociétés d'Asie centrale, n'oublions pas que des liens historiques forts existent entre les deux régions. Jusqu'à l'arrivée des Russes au XIX^e siècle, le fleuve Amou Daria ne constituait pas encore une frontière entre l'Asie Centrale et l'Afghanistan, inscrits dans une continuité culturelle, religieuse et même ethnique. Hors du "Grand jeu" dans lequel l'Empire britannique et la Russie rivalisent pour le contrôle de l'Asie centrale, l'Afghanistan résiste aux envahisseurs et parvient à préserver son indépendance. Le pays reste ainsi à l'écart d'une occidentalisation des mœurs, conduite avec succès par les Russes au nord, et tentée en vain par les Britanniques au sud. Avec une campagne de sécularisation et d'acculturation intensive menée dans toutes les républiques centre-asiatiques, la période

soviétique ne fait que renforcer ces différences. Ainsi, les fortes communautés ouzbèke, tadjike et turkmène d'Afghanistan se distancèrent de leurs voisins tombés sous l'emprise russo-soviétique. Avec les indépendances, les nouvelles républiques d'Asie centrale, sommées de se positionner par rapport à la guerre en Afghanistan, ont adopté des positions où la solidarité et les affinités ethniques n'ont joué quasiment aucun rôle, faisant preuve d'un pragmatisme politique et sécuritaire sans affect. Par exemple, le soutien du régime tadjik au commandant Massoud durant la guerre civile, est plus le résultat d'un calcul politique que la manifestation d'une solidarité envers les factions tadjik. De même, le régime d'Islam Karimov en Ouzbékistan, en soignant ses relations avec le chef de guerre ouzbek, Rachid Dostom, se préoccupait moins du sort de la minorité ouzbek d'Afghanistan que de la prévention de la menace talibane. En réalité, dans toutes les républiques d'Asie centrale, l'héritage soviétique façonne encore les esprits et un sentiment de supériorité perdue par rapport à la société afghane, jugée arriérée et restée à l'écart de la civilisation. Implicitement, les opinions publiques soviétiques et post soviétiques se revendiquent de la civilisation européenne imposée par la Russie. Cette mauvaise perception de l'Afghanistan s'accroît depuis l'arrivée au pouvoir des Taliban, associés aux deux menaces majeures que sont le trafic de drogue et le fondamentalisme islamique. De la façon dont sont appréhendées ces menaces dépend l'appréciation portée sur la présence militaire et civile occidentale et son instrumentalisation, qui diffère selon les pays.

PREMIERE SOURCE D'INSECURITE: LE NARCOTRAFIC

Selon les données officielles de l'UNODC (Office des Nations Unies Contre la Drogue et le Crime), l'Afghanistan est le premier producteur mondial d'héroïne. De 2002 à 2006, dans l'ensemble des cinq républiques d'Asie Centrale, 25 670 kilos d'héroïne et 18 443 kilos d'opium ont été saisis. Dans tous ces pays, leur consommation augmente tout comme le virus HIV et autres MST transmises par le sang ou l'échange de seringues. On constate

aussi une recrudescence de la criminalité transnationale organisée, qui implique, voire infiltre, des structures officielles et menace les régimes autoritaires en place. Le sentiment d'insécurité qui en résulte est plus fortement partagé par les pays qui ont une frontière avec l'Afghanistan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan, mais aussi par la Russie dont les autorités sont allées jusqu'à demander aux forces de l'OTAN de détruire les champs de pavots afghans par largage de produits chimiques. Cet argument a également servi à la Russie pour justifier sa demande d'implanter une seconde base militaire à Osh, jusqu'à ce jour refusée, pour venir en appui à celle qu'elle détient déjà dans la périphérie de Bichkek. Si l'insécurité est bien réelle, elle est souvent exagérée. D'une part, les routes de la drogue sont diverses et n'ont pas les seules républiques centre-asiatiques pour voie de sortie, et d'autre part, les autorités sont corrompues et impuissantes dans la répression du narcotrafic, notamment les forces de l'ordre et les gardes-frontières.

LA MENACE ISLAMISTE ET SA BASE ARRIERE AFGHANE

L'idée selon laquelle le radicalisme islamique opérant sur le territoire des républiques d'Asie centrale trouverait ses origines et ses bases arrière en Afghanistan est un autre argument et un facteur crucial qui détermine la politique menée par chacune de ces républiques envers l'Afghanistan et, par conséquent, envers les Etats qui s'intéressent à la région. Le lien direct entre l'islamisme radical, qui opère sur le terrain centre-asiatique, et l'Afghanistan est indéniable. Le principal mouvement djihadiste d'Asie centrale, le Mouvement Islamique d'Ouzbékistan, MIO, né dans la vallée de Ferghana au début des années 1990, réprimé et chassé par le régime ouzbek à partir du milieu des années 1990, a trouvé refuge au Tadjikistan alors en proie au chaos et à la guerre civile. La réconciliation nationale qui a ramené la paix au Tadjikistan dès 1997 a contraint le MIO à s'installer plus loin, en Afghanistan, où il a bénéficié de façon avérée du soutien moral et logistique officiel du régime des Taliban et d'al-Qaida. De même, les actions terroristes perpétrées par le MIO dans certaines villes d'Asie centrale, notamment en Ouzbékistan et au Kirghizstan, ont été possibles grâce aux soutiens obtenus en Afghanistan. Toutefois, depuis que la guerre

menée par la coalition internationale a éliminé ses deux dirigeants, Juma Namangani en 2001 et Tahir Yoldashev en 2009, il semblerait que la force de frappe du MIO sur les sols ouzbek, kirghize et tadjik se soit considérablement réduite. Régulièrement les autorités kirghizes et ouzbèkes affirment avoir arrêté certains de leurs membres ou issus de mouvances proches. Dans les villes centre-asiatiques prédomine le sentiment que le champ de l'islamisme, hostile aux régimes en place, est occupé par une autre organisation, le Hizbul Tahrir, qui milite pour une destitution des régimes séculiers par des moyens pacifiques, sans recours à la violence armée.

Fondées mais exagérées, les forces d'instabilité venant d'Afghanistan, narcotrafic et menace islamiste en tête, sont davantage instrumentalisées par les régimes autocratiques d'Asie centrale dans la conjoncture géopolitique complexe qui les lie aux puissances internationales. Pour tous ces Etats, l'enjeu est de maximiser les profits qu'ils pourraient tirer de cette configuration autour du conflit en Afghanistan. Pour l'Ouzbékistan, c'est montrer aux puissances européennes que, sur le terrain centre-asiatique, sa position est délicate et cruciale, et donc, qu'elle doit être prise en considération dans le règlement du conflit. Sur le plan de la politique intérieure, ces dangers permettent au régime ouzbek de renvoyer aux calendes grecques les promesses de réforme et de démocratisation, de justifier sa politique répressive vis-à-vis des islamistes, définis de la façon la plus large possible comme opposants au régime et à la stabilité du pays. Les autorités ouzbèkes semblent parfaitement maîtriser les règles de ce jeu complexe de rapport de force. Après avoir fermé la base militaire américaine de Khanabad, essentielle pour les opérations en Afghanistan, elles autorisent sa réouverture dans la ville de Navoi, avec de nouvelles conditions d'occupation qui lui sont plus favorables, notamment la non-ingérence des Etats-Unis dans les affaires intérieures, « sous couvert de la défense des droits de l'homme ». Cette attitude n'est pas spécifique à Tachkent, puisqu'on l'observe également chez les Kirghizes et Tadjikes qui ont tendance, eux aussi, à exagérer les facteurs d'instabilité que représente pour leur pays la situation en Afghanistan. Cela leur permet d'ajourner les réformes économiques et politiques

et de monnayer leur participation à l'effort de guerre. A cet égard, l'opportunisme des régimes centre-asiatiques est particulièrement clair dans le *Northern Distribution Network*.

LA MISE A PROFIT DE L'INTERVENTION DES FORCES OCCIDENTALES EN AFGHANISTAN

Le *Northern Distribution Network* désigne une palette d'accords signés entre les Etats-Unis et divers pays d'Asie centrale pour la mise en place de corridors de transport permettant la poursuite des opérations militaires en Afghanistan. C'est un réseau à la fois routier, terrestre et ferroviaire. Il offre à la coalition internationale une voie d'acheminement alternative à celle qui passe par le Pakistan, difficile à sécuriser compte tenu des poches de résistance talibanes. Même si son principal objectif est de faciliter l'intervention des Etats-Unis en Afghanistan, ce réseau de communication n'en représente pas moins pour les cinq républiques d'Asie centrale, mais aussi pour la Russie et l'Ukraine, un excellent projet de développement économique local et régional. En effet, la construction de nouvelles voies terrestres et ferroviaires, le raccordement avec le centre de transit de Manas¹, permettent à certains analystes de qualifier le NDN de « nouvelle route de la soie » qui, à terme, devrait contribuer à des changements dans tous les pays traversés. Sans céder à l'utopie, il est clair que la base de Manas finance une bonne partie de l'économie kirghize, grâce aux frais de location payés par l'armée américaine. Son importance économique est attestée par la place que prend Manas dans les débats politiques au cours de chaque période électorale. En octobre 2011 et à quelques semaines des élections présidentielles kirghizes, tous les candidats à la fonction suprême ont développé leur point de vue sur cette question. Dans tous les pays d'Asie centrale accueillant ces bases arrière, la rente permet aux régimes en place de se renforcer, de peser davantage dans les négociations et les alliances stratégiques avec les puissances régionales et internationales. Par ailleurs, ce contact entre l'Asie centrale et les forces occidentales, bien qu'établi dans le cadre de la guerre en

¹ Nouvelle appellation de la base militaire américaine située près de Bichkek

Afghanistan, aura tôt ou tard des répercussions sur les sociétés d'Asie centrale, dépassant largement les relations d'Etat à Etat.

L'élimination du chef d'al-Qaida, Oussama Ben Laden, l'un des moteurs du déclenchement de l'intervention américaine et *otanienne* en Afghanistan et, à moyen terme, le retrait annoncé des troupes de la coalition occidentale, auront un impact modéré sur les relations entre les républiques d'Asie centrale et leur voisin du sud. En réalité, ces relations n'en seront que plus crispées et tendues, dans la mesure où rien ne garantit que le retrait américain mettra fin aux deux « fléaux » venant du sud, le narcotrafic et le sentiment d'une menace islamiste et djihadiste. Pendant de longues années encore, il faut s'attendre à ce que l'Afghanistan serve de prétextes et d'alibi aux régimes d'Asie centrale, qui s'obstinent à retarder les réformes nécessaires et à ne pas voir de ce qui se passe dans le monde arabe.

***Bayram Balci, ingénieur de recherche CNRS au CERI**